



Chambre des communes
CANADA

Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

AFGH • NUMÉRO 002 • 2^e SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 1^{er} mai 2008

—
Président

M. Pierre Lemieux

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

Le jeudi 1^{er} mai 2008

•(1330)

[Traduction]

Le président (M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC)): Je déclare la séance ouverte

Monsieur Eide, en tant que président du Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan, je vous souhaite la bienvenue. C'est tout un honneur de vous accueillir au Canada et de faire votre connaissance. En fait, vous êtes notre tout premier témoin, ce qui est fort à propos.

Pour le bénéfice de nos téléspectateurs, je précise que M. Eide est depuis le 10 mars le représentant spécial pour l'Afghanistan et le chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Je vous félicite d'avoir accepté ces grandes responsabilités. Nous savons tous que vous devez ces nominations à votre grande expérience et à votre crédibilité. Félicitations!

J'aimerais également en profiter brièvement pour saluer, à nouveau pour le bénéfice de nos téléspectateurs, l'ex-ambassadeur du Canada en Afghanistan, Chris Alexander, qui est bien sûr l'adjoint du représentant spécial et qui travaille donc en étroite collaboration avec M. Eide. Par conséquent, nous avons certes, en tant que Canadiens, un rôle à jouer.

Notre temps est limité, monsieur Eide. Je vais donc vous demander de faire votre déclaration liminaire, après quoi nous entamerons un tour de table de six à sept minutes environ, de manière à pouvoir vous poser des questions.

Cela étant dit, monsieur, si vous voulez bien commencer à faire votre déclaration, nous vous écoutons.

M. Kai Eide (représentant spécial pour l'Afghanistan, Nations Unies): Merci beaucoup, monsieur, et je vous suis reconnaissant du privilège qui m'est accordé de venir témoigner aujourd'hui.

Comme vous l'avez dit, c'est un grand plaisir pour moi de travailler avec Chris Alexander, un diplomate exceptionnel, de même qu'avec votre ambassadeur à Kaboul. Nous travaillons en étroite collaboration avec eux, de même qu'avec votre mission permanente aux Nations Unies. Une rencontre avec elle est d'ailleurs prévue pour demain.

Comme vous l'avez dit également, j'ai assumé mes fonctions en mars, le 28 en fait, et je voyage depuis deux semaines, de sorte que mon expérience sur le terrain est, comme vous pouvez le comprendre, limitée, mais je suis souvent allé là-bas en mes capacités antérieures d'ambassadeur de l'OTAN et de directeur politique du ministère.

Avec votre permission, j'aimerais vous parler brièvement de ce que me semblent être les défis les plus immédiats.

La rencontre de Bucarest qui a eu lieu en avril a été très encourageante. Le président de l'Afghanistan en est revenu armé d'un fort engagement de la part de la communauté internationale, et

nous avons également observé une augmentation du niveau des troupes, un fait important pour la FIAS, pour vous et pour chacun d'entre nous.

Une conférence est prévue à Paris le 12 juin. Elle se concentrera sur les autres aspects des efforts déployés en Afghanistan, plus particulièrement sur le développement et des questions politiques. À ce moment-là, les Afghans seront en mesure de présenter ce qu'il est convenu d'appeler la Stratégie de développement national de l'Afghanistan, c'est-à-dire une stratégie quinquennale qui décrit ce que les Afghans considèrent comme le fondement de leur travail et du nôtre durant cette période. Ce document extrêmement important méritera tout notre appui et notre plein engagement lors de la conférence à Paris, en juin.

En plus de cette stratégie, nous examinerons également ce qui est connu sous l'appellation de Pacte de l'Afghanistan dont il a été convenu à Londres, le 1^{er} février. Il ne fait pas de doute qu'à l'examen de ce document, on constate la réalisation de progrès très importants à certains égards, et nous les connaissons tous: l'éducation, la santé, l'Armée nationale afghane, entre autres.

Parallèlement, on note des lacunes. Parmi les principales, vous remarquerez — du moins à mon avis — que les plus importants domaines où il faut faire des progrès rapidement sont la police, le système de justice et la gouvernance. Nous réalisons certains progrès sur ces trois fronts. Par contre, il reste encore beaucoup de travail à faire.

Je tiens à mettre en relief ces problèmes particuliers parce que nous avons déployé beaucoup d'efforts en matière de sécurité, et le Canada y fait sa part, ce dont nous vous sommes tous reconnaissants. Vous vous efforcez, tout comme la communauté internationale, de favoriser le développement, et certains progrès sont réalisés. Vous faites également une contribution généreuse.

Cependant, tout ce travail sur le plan de la sécurité et du développement — pour en faire des réalités durables — sera inutile s'il n'y a pas en place un appareil d'État, une série d'outils d'exécution de la loi et des institutions, des ministères, une gouvernance infranationale et tout le reste, de sorte que les Afghans seront capables de se prendre eux-mêmes en charge, au fil des ans. Il importe au plus haut point, selon moi, d'insister davantage sur tout ce qui touche la gouvernance et l'application de la loi.

Par ailleurs, il faut aussi se préoccuper de l'économie et voir comment nous pouvons en stimuler la croissance parce que notre objectif doit être, naturellement, non seulement de mettre en place ce pilier, cette assise sur laquelle s'appuient les institutions, mais également de voir l'économie prendre de l'expansion. Évidemment, l'économie a connu une croissance de 13 p. 100 environ, l'an dernier, et de 8 p. 100 cette année, mais elle s'appuie sur une fort petite base, et nous savons également qu'une grande partie de cette croissance s'explique par l'aide internationale qui afflue en Afghanistan.

Il faut stimuler l'économie afghane. À mon avis, le meilleur moyen d'y arriver est de miser sur l'agriculture. L'Afghanistan demeurera une société agricole pendant longtemps, et nous devons voir à ce que ce secteur puisse prendre de l'expansion. Il faut investir dans sa modernisation, le réformer et mettre en place l'infrastructure requise. Par là, il faut entendre des projets d'irrigation, d'une importance névralgique.

• (1335)

Certains domaines sont des priorités pour les années à venir.

Soit dit en passant, j'espère qu'à Paris, nous prendrons tous l'engagement d'offrir les ressources voulues. J'aimerais certes voir des pays qui ne donnent pas beaucoup actuellement se montrer plus généreux, s'engager davantage sur le plan financier.

La deuxième priorité est l'efficacité de l'aide. Nous ne dépensons pas nos ressources de manière aussi efficace que nous le devrions, et nous le savons tous. Un groupe d'ONG a publié un rapport, il y a quelques semaines. On peut peut-être mettre en doute certaines données du rapport, mais les arguments fondamentaux demeurent valables. Il faut les prendre au sérieux et essayer de trouver des solutions.

Je répète que j'aimerais bien voir de nombreux autres pays adopter les pratiques du Canada dans la manière de dépenser ses ressources. Vous laissez les Afghans en décider le plus possible. Il faut poursuivre dans cette voie, parce que la seule façon d'aller de l'avant est d'aider l'Afghanistan à avoir la capacité, c'est-à-dire qu'il faut lui donner le bon montant d'argent, lui accorder une aide efficace et la coordonner.

Actuellement, l'administration afghane faible et fragmentaire est confrontée à une communauté internationale morcelée et puissante. Ce n'est pas ainsi que l'on pourra aller de l'avant. Par conséquent, une de mes tâches les plus importantes, selon le nouveau mandat, est de faire en sorte que la coordination et la coopération internationales sont meilleures. C'est difficile, parce que même s'il est question de coordination depuis fort longtemps, ce n'est que récemment, me semble-t-il, qu'on est plus disposé à s'y soumettre. Quand je voyage, je répète constamment à mes interlocuteurs que la coordination signifie qu'on est prêt à s'y plier et qu'on accepte de se demander ce qu'on peut faire différemment par rapport au passé. C'est la question que j'aimerais que tous se posent.

Je perçois que les grands donateurs sont prêts davantage à le faire, et il me tarde de voir si cela donnera des résultats dans la manière dont sont dépensées les ressources.

Enfin, j'aimerais mentionner deux ou trois questions qui, selon moi, devraient être au centre de nos préoccupations à mesure qu'avancent les travaux.

Une d'entre elles est certes les élections. Des élections présidentielles et provinciales sont prévues en septembre 2009, après quoi il y aura des élections législatives en 2010. Les élections de 2004 et de 2005 ont été réussies. La communauté internationale et la population afghane doivent pouvoir voir qu'en 2009 et en 2010,

nous sommes capables de renouveler l'exploit, sans quoi, en tant que membres de la classe politique, vous comprenez l'impact que cela pourrait avoir tant en Afghanistan même qu'au sein de la communauté internationale. Donc, les élections sont importantes.

La dimension régionale — nous savons tous que la stabilité de la région dépend de la stabilité de l'Afghanistan. Donc, les régions que je vais mentionner figurent également comme des priorités dans mon programme. Nous projetons d'aller à Islamabad et à Téhéran au cours des prochaines semaines pour amorcer un dialogue avec ces deux pays et avec d'autres pays de la région.

Enfin, un autre problème mentionné aujourd'hui dans le *Globe and Mail* est l'effort de réconciliation. J'ai toujours dit qu'effectivement, nous avons besoin d'une présence militaire là-bas, et seules l'OTAN et la FIAS peuvent fournir le genre de cadre requis dans un avenir prévisible. Toutefois, il importe de reconnaître que la solution au problème afghan n'est pas d'ordre militaire, mais bien politique. Par conséquent, il faut insister plus sur la dimension politique de nos efforts. La réconciliation en fera certainement partie, mais j'aimerais insister sur deux ou trois points qui ont également de l'importance.

Tout d'abord, un processus de réconciliation, quand il se matérialisera, devra être dirigé par le gouvernement afghan, avec l'aide de la communauté internationale, mais il devra être coordonné et dirigé par le gouvernement afghan.

Ensuite, il faut que le processus soit de nature politique, qu'il ne s'intéresse pas uniquement à la sécurité ou au renseignement de sécurité.

• (1340)

Troisièmement, il faut qu'il s'appuie sur la Constitution de l'Afghanistan et sur les réalisations des dernières années. Et ces réalisations sont importantes. Voyez ce qui se passe en éducation. Les jeunes filles peuvent désormais participer à la société d'une façon différente du passé. On dénombre quelque 300 journaux et périodiques en Afghanistan, 14 stations de télévision et ainsi de suite. La situation est tout à fait à l'opposé de ce qui régnait auparavant. Ces réalisations doivent être protégées et préservées. Aucun processus politique ne devrait exiger que ces réalisations soient compromises.

Enfin, il faut que le processus soit dirigé d'une position de force, non pas comme un substitut de nos opérations militaires.

Monsieur le président, voilà qui met fin à ma déclaration liminaire.

Le président: Je vous remercie beaucoup de cette déclaration, monsieur Eide.

J'aimerais maintenant donner à nos députés l'occasion de vous poser des questions.

Je vais céder la parole en premier au Parti libéral, plus particulièrement à M. Rae. Monsieur Rae, vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Je vous remercie.

Monsieur Eide, merci.

J'aimerais simplement que nous revenions sur un point. Je suis désolé de ne pas échanger avec vous les politesses d'usage, mais nous disposons de très peu de temps. Je vais donc aller droit au but.

M. Kai Eide: Nous, les Norvégiens, avons l'habitude d'être brefs.

L'hon. Bob Rae: Nous avons le plus grand respect pour votre pays et pour votre leadership. J'ai travaillé avec beaucoup de vos dirigeants au Sri Lanka pendant de nombreuses années, de sorte que je suis ravi de vous rencontrer.

M. Kai Eide: Je vous en remercie, monsieur.

L'hon. Bob Rae: Je souhaitais seulement revenir au dernier point que vous avez fait valoir parce que, de toute évidence, le sujet nous préoccupe beaucoup. Vous avez parlé de la réconciliation dans le cadre de la Constitution. Je suppose que la question est très directe. Je sais que c'est un sujet délicat et que la communauté internationale ne peut pas parler de la Constitution de l'Afghanistan, mais je tiens pour acquis que toute discussion inclurait la possibilité de changements sur le plan de la gouvernance.

M. Kai Eide: J'aimerais éviter de commenter la façon dont se déroulerait le processus de réconciliation et son résultat, sur le plan politique. Il appartient au gouvernement de l'Afghanistan d'en décider. Nous en discuterions avec lui et l'appuierions. Toutefois, j'estime prématuré de commenter sur des détails du processus.

L'hon. Bob Rae: Que diriez-vous du fait que des troupes sur le terrain, semble-t-il, selon des rapports parus jusqu'à maintenant — des troupes des Pays-Bas, de même que des troupes canadiennes et britanniques — ont des discussions d'ordre tactique avec les talibans?

M. Kai Eide: Je crois qu'en règle générale, tant du côté militaire que du côté civil, les efforts déployés en vue d'établir des relations avec la communauté s'imposent. Nous devrions le faire. Nous devrions chercher à établir des relations avec les communautés au sein desquelles nous travaillons. Toutefois, lorsqu'il est question d'un processus plus étendu de réconciliation, il est extrêmement important que ce soit les Afghans qui en décident et qu'il soit bien coordonné pour éviter une dispersion des nombreux efforts.

• (1345)

L'hon. Bob Rae: Qu'en est-il des discussions transfrontalières avec la Loya Jirga? Les dirigeants pashtounes parlent de réactiver ce processus entre le Pakistan et l'Afghanistan. Selon vous, est-ce possible?

M. Kai Eide: À ses débuts, l'été dernier, le processus était très prometteur. À notre avis, si nous pouvons raviver et renforcer ce genre de processus, il serait avantageux pour toute la région.

L'hon. Bob Rae: Monsieur le président, M. Wilfert aimerait poser une question.

L'hon. Bryon Wilfert (Richmond Hill, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur Eide, je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation.

Pour ce qui est du développement des ressources des villages, il est essentiel selon moi de faire en sorte que le peuple afghan réussisse à s'émanciper et à se développer. Je suis conscient qu'il est trop tôt encore, mais croyez-vous possible qu'un jour, lorsque la volonté politique et une meilleure coordination des investissements seront au rendez-vous, le gouvernement cesse de dépenser, comme il le fait actuellement, au moins 45 p. 100 de l'aide qu'il reçoit à faire de la gouvernance une réalité dans les villages?

M. Kai Eide: Les mesures prises actuellement par le gouvernement de l'Afghanistan sont plutôt encourageantes. Comme vous le savez, le président de l'Afghanistan vient de créer ce qu'on appelle un service indépendant d'administration locale. Le dirigeant de ce service tente d'examiner le leadership au niveau de la province, du district et plus bas, pour améliorer la compétence des dirigeants à ces divers niveaux et d'établir des rapports avec les structures locales, sur le terrain.

J'estime que c'est la seule voie possible. Toute la communauté internationale lui est reconnaissante de cet effort.

J'ajoute qu'à mon avis, il importe que la question de la gouvernance soit réglée non seulement au niveau provincial, au niveau du district et des localités, mais également au niveau central. C'est bien sûr une question dont nous discutons régulièrement avec les autorités afghanes.

L'hon. Bob Rae: Dans son rapport, le secrétaire général mentionne la possibilité d'élections soit en 2009, soit en 2010. Connaissez-vous la teneur de ces pourparlers ou du stade qu'ils ont atteint? Est-il possible d'avoir une seule élection soit en 2009, soit en 2010?

M. Kai Eide: Ces pourparlers sont toujours en cours. Nous aurons, comme je l'ai dit tout à l'heure, des élections présidentielles et provinciales en 2009 et les autres élections, en 2010. C'est la décision consensuelle qu'ont prise les dirigeants afghans, et je crois qu'il est très important qu'ils aient réussi à s'entendre sur ce point. C'est là leur position commune pour l'instant, et c'est sur cette base qu'ont été prises les décisions.

Cela signifie, naturellement, qu'ils auront, tout comme la communauté internationale, des défis à relever en ce qui concerne l'organisation et le financement de ces élections. Toutefois, il s'agit du prix à payer pour mettre en place des processus démocratiques en Afghanistan et les solidifier.

L'hon. Bob Rae: Je suis certain que le gouvernement voudra faire appel aux services d'Élections Canada à cette fin; nous sommes donc impatients de voir cela.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Rae.

Madame Barbot.

[Français]

Mme Vivian Barbot (Papineau, BQ): Merci, monsieur le président.

Bonjour, monsieur Eide.

Vous avez parlé de ce qui fonctionnait bien, par exemple l'éducation. Vous avez dit également que les choses s'amélioreraient du côté de la santé. Par contre, vous n'avez pas parlé de la corruption.

Jusqu'à quel point ce problème empêche-t-il les efforts de bonne gouvernance et les avancées majeures? Que doit-on faire? Selon vous, que doit-on mettre en oeuvre pour en finir avec la corruption?

M. Kai Eide: Je crois que la corruption est un élément très important. Il est aussi important dans le cadre de nos discussions avec le gouvernement afghan, le président afghan. Lui aussi soulève très souvent cette question.

Alors même que nous essayons de mobiliser les ressources et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de ces ressources, il est important de démontrer aux Afghans l'imputabilité qui est reliée à cette utilisation. À mon avis, lors des discussions que nous avons tenues au cours de la dernière semaine, les Afghans ont eux aussi démontré la volonté de mettre en oeuvre des mécanismes qui pourront nous aider à améliorer leur rendement.

Mme Vivian Barbot: Avez-vous des exemples d'organismes?

[Traduction]

Mr. Kai Eide: Je crois que je vais poursuivre en anglais.

Mme Vivian Barbot: Vous vous débrouillez pourtant très bien en français.

M. Kai Eide: Merci beaucoup, mais...

Ma nomination est très récente, et nous n'en sommes qu'au début des discussions à ce chapitre. Les Afghans savent certainement que nous avons besoin de ressources et qu'une meilleure utilisation de celles-ci s'impose, mais il n'y a pas juste ça; il faut instaurer la responsabilisation et mettre fin à la corruption. Cela va ensemble. Nous démontrons notre engagement envers eux et nous aimerions qu'ils en fassent autant envers nous.

C'est une discussion continue. J'espère que nous pourrons bientôt observer les progrès accomplis afin que vous sachiez, vous et les autres donateurs, que nous sommes sur la bonne voie.

• (1350)

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Puis-je utiliser le reste du temps alloué à ma collègue?

Un nouveau mandat vous a été confié par le secrétaire général. Vous parlez d'une meilleure coordination des efforts internationaux. Ici, on applique la politique des 3D, c'est-à-dire la défense, la diplomatie et le développement. On veut souvent y ajouter la gouvernance.

Monsieur Eide, avez-vous votre mot à dire en matière de défense, ou votre mandat se concentre-t-il uniquement sur le développement et la diplomatie?

[Traduction]

M. Kai Eide: J'ai également pour attributions de renforcer la relation entre les civils et les militaires, et je prends cela très au sérieux. Comme j'ai travaillé pendant 11 ans au sein de l'OTAN, je pense bien maîtriser ces dossiers.

Nous avons également engagé des discussions avec la FIAS en vue d'améliorer la coordination civilo-militaire aux niveaux central, régional et local.

J'aimerais ajouter une chose à cet égard. Nous travaillons aux termes d'un mandat de l'ONU et celui-ci est distinct et très différent du mandat militaire de la FIAS. Je travaillerai en étroite collaboration avec l'armée, tout en protégeant l'intégrité du mandat politique de l'ONU. Je pense qu'il est très important que l'ONU assume le rôle qu'on lui a confié et puisse compter sur l'appui du gouvernement canadien.

Il y a également d'autres raisons. Nous devons démontrer que ce que j'appelle notre « projet Afghanistan » à l'appui du peuple afghan n'est pas principalement un projet visant la sécurité ou l'armée. C'est un projet politique dans lequel l'armée, le développement et la gouvernance doivent mieux s'harmoniser.

J'ai une autre raison pour insister sur ce mandat distinct, et il s'agit de notre relation avec les organismes de développement et la communauté humanitaire — les ONG, etc. Ceux-ci doivent avoir la certitude que l'ONU, leur partenaire, a un mandat indépendant et protège son intégrité.

J'aimerais également ajouter que si, à un moment donné, nous devons intervenir dans le processus politique, je veux m'assurer que tous nos interlocuteurs savent qui nous sommes. Nous sommes les Nations Unies et nous représentons la communauté internationale, et

non pas une région, une organisation ou un groupe de pays en particulier.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Eide.

Madame Black.

Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD): Merci beaucoup.

Bienvenue au comité. C'est un plaisir que de vous avoir parmi nous.

Mon parti a toujours été favorable à ce que l'ONU assume un plus grand rôle en Afghanistan; nous sommes donc très ravis de vous avoir avec nous aujourd'hui. Nous sommes d'avis que l'ONU est l'organisation qui doit guider les efforts en Afghanistan.

J'aimerais vous féliciter pour votre nomination. C'est un énorme défi que vous avez accepté de relever, et nous vous souhaitons tous beaucoup de succès.

En comptant la MANUA, si je ne me trompe pas, environ 1 300 personnes travaillent avec vous à l'heure actuelle en Afghanistan, dont 1 000 Afghans. Je crois savoir que près de 40 000 soldats de différents pays ont été déployés. Est-ce exact?

• (1355)

M. Kai Eide: Plus que ça.

Mme Dawn Black: Envisagez-vous d'augmenter le nombre d'effectifs sous l'égide de la MANUA?

M. Kai Eide: Oui. Pour que nous puissions intervenir comme le veulent de nombreux pays, nous avons besoin de davantage de ressources financières. Nous devons accroître les effectifs pour être en mesure d'effectuer le travail, non seulement à Kaboul, mais aussi dans les régions, et augmenter le nombre de bureaux dans les provinces.

Nous avons élaboré un plan à cette fin, et j'espère pouvoir le mettre en oeuvre bientôt.

Mme Dawn Black: Lorsqu'il sera en place, vous pourriez peut-être le présenter au comité à une date ultérieure.

M. Kai Eide: Je suis content que vous précisiez « à une date ultérieure ».

Mme Dawn Black: Nous savons que vous occupez ce poste depuis très peu de temps.

M. Kai Eide: Je peux vous assurer que nous avons un grand besoin de ressources, mais je suis ravi de voir que le Canada, la Norvège et beaucoup d'autres pays estiment que les Nations Unies sont la seule organisation capable d'exercer ce rôle de coordination en Afghanistan. Je pense qu'il y a aujourd'hui un vaste appui en faveur de cette approche.

Mme Dawn Black: Je suis d'accord avec vous.

Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de lire l'article paru aujourd'hui dans l'*Associated Press* dans lequel on mentionne que les États-Unis remettent en question le contrôle militaire dans le Sud de l'Afghanistan. Il semblerait que des planificateurs militaires américains soient préoccupés par le fait que la durée des rotations des autres pays dans le Sud est trop courte. On a émis beaucoup d'hypothèses et rédigé de nombreux articles selon lesquels les États-Unis préféreraient que les troupes canadiennes, allemandes et britanniques adoptent une approche plus agressive dans le Sud de l'Afghanistan.

Je sais que vous arrivez tout juste de Washington, et je me demandais si vous aviez tenu des discussions sur ce que nous avons appris dans les médias, c'est-à-dire sur le fait que les officiers militaires américains souhaitent prendre le contrôle des opérations militaires dans le Sud de l'Afghanistan. Est-ce quelque chose dont vous avez discuté ou entendu parler durant votre séjour à Washington?

M. Kai Eide: Cette histoire n'a pas fait l'objet de mes rencontres avec le président, le secrétaire d'État, le secrétaire de la Défense ou d'autres ministres. Je l'ai également lue les journaux.

Étant donné que j'ai participé à la mise sur pied de la FIAS lors d'une affectation antérieure, j'aimerais souligner une chose. Il est essentiel pour nous — autant que pour vous — que cette opération s'inscrive dans le mandat de l'ONU. Cela doit rester ainsi et cela le restera. En plus, les opérations de la FIAS reposent sur un plan opérationnel qui a été adopté par le conseil de l'OTAN avec l'approbation de tous les pays. Je pense que c'est ce sur quoi nous fondons pour aller de l'avant.

Enfin, le Canada mérite des éloges pour tous les efforts qu'il a déployés, de quelque façon que ce soit. L'aide financière versée pour faire face à la crise alimentaire qui sévit en Afghanistan en est un exemple. Je pense que le peuple afghan est très reconnaissant du travail que vous accomplissez pour faire progresser leur pays. C'est loin d'être une tâche facile, certes, et cela implique des coûts, mais c'est important.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Eide.

Je vais maintenant céder la parole à M. Hawn.

M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur, d'être venu aujourd'hui.

Notre mission, au sens large, ne sera une réussite, à mon avis, que lorsque l'Afghanistan sera un pays sûr, prospère et stable. Évidemment, cela sera toujours relatif par rapport à des pays comme le Canada et la Norvège.

Vous avez parlé de l'efficacité de l'aide, en particulier celle offerte par le Canada. Est-il juste de dire que plus l'aide est efficace, mieux nous sommes en mesure d'intervenir à l'échelle locale et auprès des Talibans, peut-être pas nécessairement les Talibans endurcis, mais ceux qui le sont par opportunisme, afin d'améliorer la gouvernance?

Le Sud du pays est probablement l'environnement le plus difficile pour y parvenir. Comment l'ONU peut-il accroître sa présence dans le Sud afin d'aider les Afghans et les intervenants à acheminer l'aide plus efficacement, de sorte qu'on instaure une meilleure gouvernance locale et favorise la réconciliation?

M. Kai Eide: Nous avons déjà des bureaux dans le Sud; Kandahar est la ville où nous sommes le plus représentés. Quand nous réfléchissons aux régions où nous voulons être représentés dans le futur, d'après ce que je vois, nous devons non seulement prendre de l'expansion vers le Sud, mais aussi déterminer comment nous

pourrions intervenir le plus efficacement possible, de concert avec nos autres organisations, les organismes de développement, les ONG, et évidemment le gouvernement afghan.

J'ai parlé de la création d'un nouveau service, dont le mandat serait de renforcer la gouvernance à divers niveaux et d'harmoniser les structures modernes et traditionnelles pour permettre au gouvernement afghan de prendre des décisions et d'établir les priorités en fonction des besoins sur le terrain. Je considère que nous devons contribuer à cet effort dans le cadre de notre mandat.

Vous avez fait mention de l'efficacité de l'aide. Beaucoup de travaux ont été menés jusqu'à présent, et nous pouvons d'ailleurs voir des résultats tangibles dans de nombreuses régions du pays. Toutefois, il y a sans contredit un chevauchement des efforts, et nous devons à tout prix y mettre fin.

On a aussi tendance à dépenser trop d'argent à l'intérieur du pays donateur par rapport au pays qui reçoit l'aide. Cela fait en sorte que nous ne pouvons pas renforcer les capacités de l'Afghanistan aussi rapidement que nous ne le voulons. Par conséquent, je pense qu'il s'agit davantage d'un remplacement des capacités que d'un renforcement. Il faut éviter cette façon de faire et, à l'avenir, scruter toutes nos dépenses. Par contre, j'ai remarqué qu'on semblait avoir rectifié le tir au cours des quelques dernières semaines. J'ai hâte de voir cela se concrétiser.

• (1400)

M. Laurie Hawn: *Mange Takk.*

Je vais maintenant céder la parole à M. Keddy.

Le président: Vous avez le temps de poser une question; il reste une minute et demie.

M. Gerald Keddy (South Shore—St. Margaret's, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à notre témoin.

J'allais aborder le renforcement des capacités, qui mène à la prospérité, mais vous en avez parlé. Dans votre déclaration liminaire, vous avez défini l'Afghanistan comme une société principalement agraire qui a un grand besoin d'être modernisée, notamment en ce qui concerne ses systèmes d'irrigation. Nous savons tous cela.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? C'est une chose de moderniser l'agriculture, mais c'en est une autre si vous avez simplement quelques grandes fermes et que vous n'avez pas l'indépendance de ce petit mouvement agraire. Cela peut paraître primitif, mais l'autre possibilité est la transformation des produits agricoles, même à petite échelle. Où en sommes-nous à ce chapitre?

M. Kai Eide: Après si peu de temps — seulement 15 jours de travail sur le terrain en plus des déplacements —, je ne suis pas en mesure de me prononcer sur la transformation des produits agricoles en Afghanistan.

M. Gerald Keddy: Je comprends.

M. Kai Eide: À mon avis, ce qui est le plus important, c'est d'aider le peuple afghan à se nourrir. Celui-ci est durement touché par la pénurie et la crise alimentaire qui sévit à l'échelle planétaire.

Je pense que nous devons développer le secteur agricole pour que la population puisse d'abord se nourrir, et ensuite créer des industries connexes. Certains aspects de ce travail exigeront beaucoup de temps et d'autres moins. Et je pense que les autorités afghanes comprennent la nécessité de développer leur secteur agricole.

Sachez que nous pourrions exploiter et faire un meilleur usage d'autres ressources en Afghanistan. Il y a des ressources minières, de même que des ressources pétrolières et gazières qui pourraient leur permettre, du moins, de combler une grande partie de leurs besoins. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais on fait des efforts en ce moment, par exemple, pour adopter une nouvelle loi sur les hydrocarbures. Cela facilitera les négociations lorsque viendra le temps d'exploiter les champs pétroliers et gaziers dans le Nord. Il y a des projets en marche, mais c'est l'agriculture qui domine, car c'est ce sur quoi nous devons nous concentrer en ce moment.

● (1405)

Le président: Très bien.

Monsieur Eide, je sais que vous avez un horaire très chargé, et nous vous sommes très reconnaissants du temps que vous nous avez consacré aujourd'hui. Mes collègues et moi-même vous remercions de nous avoir fait part de vos opinions. Nous vous souhaitons la meilleure des chances dans l'exercice de vos nouvelles fonctions. Et comme nous continuerons de suivre de près la mission canadienne en Afghanistan, nous espérons avoir l'occasion de vous revoir.

Merci beaucoup.

M. Kai Eide: Merci beaucoup, et merci pour le soutien qu'accorde le Canada à cette mission.

Le président: Cela me fait plaisir.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.